



LETTRES D'EUROPE & ENTREPRISES

Avril 2017 – n°77

SOMMAIRE

Soixante ans d'Europe : rebond, retraite ou Alzheimer ? <i>par Bruno VEVER</i>	P. 2
L'Europe serait-elle une adolescente dans un corps d'adulte ? <i>par François-Xavier BELLEST</i>	P. 6
Activités de l'Association <i>par les administrateurs d'Europe et Entreprises</i>	P. 11, 14 & 16



Soixante ans d'Europe : rebond, retraite ou Alzheimer ?

Bruno VEVER

Une bien curieuse célébration aura réuni le 25 mars à Rome nos dirigeants européens pour les soixante ans de leur traité fondateur.

Curieux anniversaire d'abord : deux traités jumeaux avaient été signés par les six le 25 mars 1957. Mais un seul, celui du marché commun, aura réussi sa vie et mérité les émotions du souvenir. L'autre, qui créait une Communauté européenne de l'énergie atomique, aura été trop en avance sur son époque, comme sur la nôtre ! On s'empressa donc, alternance gaulliste aidant, de lui réserver un sort digne du masque de fer, dans une oubliette plombée à l'épreuve du temps !

Curieuse famille ensuite : elle n'aura cessé de s'accroître depuis 1957, passant de six à neuf puis dix, douze, quinze, vingt-cinq, vingt-sept jusqu'à vingt-huit. Mais l'un d'entre eux manquait à Rome : le Royaume-Uni avait préféré s'abstenir, divorce en cours oblige. Ainsi élargie et déjà amputée, on reconnaîtra sur cette photo de famille des noces européennes de diamant en 2017 : notre premier cercle des fondateurs, dont un couple franco-allemand plutôt défraîchi, les « petits » à côté des « grands », des grands souvent plus hantés par le passé que mobilisés par l'avenir, un cancre en rattrapage coûteux mais non désespéré, des cousins longtemps éloignés et parfois difficiles mais bien sur la photo. On pourra regretter plus ou moins sincèrement la pièce manquante d'outre-manche qui, après avoir longtemps semé la zizanie dans la famille, monté les uns contre les autres et obstrué les perspectives d'avenir, vient de nous claquer la porte au nez, tout en s'infligeant du même coup des fractures internes dont seul l'avenir précisera la gravité ! Les candidats ne manquent d'ailleurs pas pour repeupler davantage encore les photos des futurs anniversaires !

Curieuse déclaration enfin : pas de fête de famille sans discours à l'heure du dessert, avant que chacun ne s'en retourne chez soi. La Déclaration de Rome s'attarde ainsi sur les nombreux bienfaits de cette famille (paix, libertés, droits de l'homme comme des femmes, progrès économique et social), insistant à satiété sur la seule vertu qui les aura permis et pourra garantir l'avenir : unité, unité, unité ! Mais n'en demandons pas plus : comme à l'opéra, cette marche des vingt-sept ne se joue qu'en surplace !

Dès lors quelles priorités, quel calendrier, quels moyens, quelles exigences pour l'Europe sexagénaire de l'après-Brexit ? On n'en saura rien, sauf à relever dans la Déclaration que certains membres de la famille mieux placés et plus motivés pourront ouvrir et préciser la voie à d'autres. Les Européens qui attendaient de la relance et du concret en seront pour leurs frais. Il est vrai qu'ils en ont pris l'habitude...



L'association Europe et Entreprises en particulier, tout en regrettant que l'Europe refuse obstinément de reconnaître ses erreurs, manquements et renoncements passés (dont il y aurait tant à dire pour ne pas les renouveler !) revendiquait depuis des mois dans son appel au Sommet de Rome, au demeurant bien répercuté sur internet, des engagements opérationnels : une union financière dotée d'un trésor européen, un serpent fiscal encadrant les mouvements de capitaux, un socle social de chances et de droits, une capacité budgétaire et un contrôle parlementaire de l'euro, une politique extérieure et de sécurité commune dotée de moyens crédibles donc intégrés (cf. diplomatie, défense, assistance, interventions, contrôles).

En ces temps de doute, de crise et d'impopularité européenne, pareille relance aurait permis d'incalculables avancées en technologies, compétitivité, emplois, marchés publics et réseaux européens d'entreprises de toutes tailles, auxquelles on persiste aujourd'hui à refuser tout statut commun opérationnel. Certes, de telles priorités auraient impliqué des ruptures de comportement que tous n'auraient pas pu assumer du même pas. D'où le vœu exprimé par Europe et Entreprises aux dirigeants des six pays fondateurs du traité de Rome de les voir déjà s'engager ensemble dans cette direction, tout en conviant les autres à les rejoindre.

La Déclaration de Rome n'aura retenu, à défaut de toute relance concrète et programmée à vingt-sept, que l'idée d'avancer si nécessaire à des rythmes différents et une intensité différente, dans la même direction et en laissant la porte ouverte à ceux qui souhaiteront s'y joindre plus tard. Mais, par-delà ces formules alambiquées, pour aller où, entre qui et avec quels moyens ? Seul un avenir incertain pourra y répondre...

Et la Commission européenne dans tout ça ? Elle ne sera pas restée inactive, mais la contribution présentée par son président Jean-Claude Juncker, loin de simplifier la situation, paraît au contraire la compliquer comme à plaisir : au lieu d'indiquer une direction claire et commune aux vingt-sept, elle dessine, comme sur un GPS soudain désorienté, un rond point de cinq intersections sans en privilégier aucune, chacune étant par ailleurs dotée de commentaires diversifiés : prolongation du statu quo actuel, libre circulation renforcée sans autres aménagements, voie rapide réservée à ceux qui le peuvent, voie commune resserrée mais dotée d'un meilleur revêtement, et autoroute de rêve où tout devient possible.

Le président de la Commission s'est gardé à ce stade d'exprimer une préférence engagée entre ces cinq options, chacune ayant ses propres mérites comme ses propres limites. Ainsi, si l'autoroute à grand débit peut faire rêver, il n'est pas convaincu que nos opinions publiques y soient vraiment prêtes, même après démantèlement des chicanes et chicaneries britanniques qui auront si longtemps bridé l'Europe. En tout état de cause, il n'indiquera une préférence argumentée qu'à l'occasion de son discours sur l'état de l'Union en septembre prochain.

Cette préférence ne risquera-t-elle pas de s'apparenter à une synthèse ménageant plus ou moins habilement la chèvre et le chou ? Tout en souhaitant que cette Commission parvienne à décanter ses réflexions dans un sens enfin dynamique et opérationnel, on ne pourra guère se départir du sentiment que, composée d'autant de membres nationaux que d'États membres, elle paraît avoir largement renoncé à l'Europe audacieuse et supranationale qui fit rêver les pères fondateurs des traités de Rome de 1957 comme du traité de Paris de 1951. Certains y verront une trahison idéologique des ambitions originelles de ceux-ci, peut-être trop idéalistes en d'autres temps, d'autres une adaptation pragmatique aux réalités nationales persistantes d'aujourd'hui, certainement bétonnées par l'air du temps.



Cet air du temps, notre campagne présidentielle l'aura rendu en matière d'Europe, à l'instar par ailleurs d'une odeur générale de boules puantes, bien « nauséabond » pour reprendre le qualificatif généralement accolé aux miasmes d'extrême droite. Jugeons-en : sur onze candidats investis par notre Conseil constitutionnel, huit alimentent aujourd'hui l'essentiel de leur fonds de commerce par des diatribes anti-européennes en tous sens et de tout acabit ! Restent trois candidats moins suspects de tels tropismes, mais l'un se démarque de nos partenaires européens par un gauchisme hors sol, et l'autre par une mise en examen disqualifiante. Quant au dernier resté compatible avec les normes européennes, il a quand même tenu à préciser qu'il ne saurait être qualifié de « fédéraliste ».

Il aura donc fallu que le plus européen de nos onze candidats souligne de son propre marqueur une évidence nationale tacitement intégrée par tous les autres : le soupçon de toute référence, ou pire encore révérence, en direction d'un quelconque « fédéralisme » apparaît désormais, sans besoin d'aucune justification, d'aucune explication ni d'aucune cohérence, comme un péché mortel, blasphématoire et éliminatoire dans ce drôle de pays qu'est devenu la France de 2017 !

Un drôle de pays où la dernière mode est d'exalter à tout propos des concepts de droits citoyens ou d'initiatives citoyennes, alors même que notre logiciel constitutionnel, politique, territorial, administratif et culturel assure à ces envolées lyriques la même crédibilité et la même efficacité qu'un éloge du bio dans un champ de barbelés saturé d'herbicides !

Un drôle de pays où les électeurs ont rejeté en 2005 le traité constitutionnel européen parce qu'une de ses dispositions, tirée mot pour mot du traité de Rome de 1957, organise une concurrence des échanges qui soit libre, donc non faussée, cette pierre angulaire du marché commun n'ayant jusqu'alors suscité aucune contradiction !

Un drôle de pays où, contrairement aux dogmes de leur parti, même les électeurs du Front national n'entendent pas, d'après tous les sondages, abandonner l'euro, lequel incarne pourtant le seul volet authentiquement fédéral de l'Union européenne (fondant par là son succès, contrairement à tout ce qui est resté intergouvernemental) !

Un drôle de pays où les résidents s'insurgent contre l'impunité fiscale de multinationales qui leur laissent le soin ruineux de régler les ardoises impayées, alors même que cette iniquité n'est attribuable qu'à l'impuissance d'une Europe intergouvernementale bloquée par des exigences d'unanimité en matière fiscale, amenant ces Etats à tous les dumpings, compromissions et trahisons mutuelles au détriment de leurs propres intérêts comme de leurs propres citoyens !

Un drôle de pays où dix au moins de nos onze candidats n'ont à la bouche que le mot fallacieux de « souveraineté nationale », alors même que seule une Europe organisée, unifiée et donc respectée pourrait sauvegarder, face à la puissance des groupes multinationaux comme des Etats-continentaux, une souveraineté effective, au bénéfice de tous les Européens, donc des Français eux-mêmes !

Pourquoi faut-il donc que nos compatriotes, sans doute contaminés depuis trop de siècles par leur propre propagande politique, historique et culturelle, de droite comme de gauche, voient dans le fédéralisme un système autoritaire, exogène, ascendant, liberticide et centralisateur, alors même qu'on ne relève pareils travers que dans cet ADN jacobin qui n'appartient qu'à eux et qui s'avère aujourd'hui si contraire à leurs intérêts bien compris, comme à de nouvelles avancées pour l'Europe ?



Qui ne voit par contre qu'une Europe authentiquement fédérale mettrait fin aux abus bureaucratiques et corrompteurs d'un centralisme national excessif, confiscatoire depuis des lustres de nos libertés citoyennes, et assurerait que les bonnes décisions soient enfin prises au bon niveau, au plus près des problèmes et au meilleur bénéfice des citoyens, qu'il s'agisse de l'échelon régional, national ou européen, sans oublier l'option aux différents niveaux d'un renvoi horizontal vers la société civile et les partenaires sociaux ?

Mais le concept de « subsidiarité », qui sous-tend et justifie l'équilibre d'une pareille répartition, reste aussi inconnu de nos écoles nationales que de nos administrations centrales, de nos préfetures et de nos sous-préfetures, avec en prime une défiance innée à l'encontre de tous contrepouvoirs qui pourraient faire ombrage à notre ordonnancement vertical, alors même qu'il ne saurait y avoir sans eux de démocratie véritable, tant européenne que nationale ou territoriale.

A l'issue de ce survol sans complaisance de l'état actuel des mentalités de nos contemporains face à l'Europe, vues du Sommet de Rome comme de notre campagne présidentielle, on peinera à établir un diagnostic fiable sur l'état et les perspectives de cette Europe de soixante ans commémorée à Rome.

Les plus optimistes tenteront, suite au Brexit, le diagnostic d'une « Europe année zéro ». Mais la Déclaration de Rome comme le « rond point » Juncker ou les mentalités ambiantes ne peuvent que laisser perplexes. Cette Europe là rappelle plus Raymond Devos, avec ses interminables tours de manège autour de ses multiples sens interdits, que Jean Monnet avec ses principes clairs et ses objectifs programmés.

Les plus pessimistes oseront le diagnostic d'une « Europe alzheimer » : cette Europe déjà sexagénaire ne sait plus ce qu'elle a fait hier ; elle ne sait plus ce qu'elle fait aujourd'hui ; elle ne sait plus ce qu'elle doit faire demain, ni bien sûr après-demain ; et au fond, elle ne sait même plus qui elle est ou ce qu'elle est ! Et là, on n'en est déjà plus à la retraite, mais à la préparation des obsèques...

Les plus réalistes constateront enfin que le rebond de l'Europe n'est pas pour demain. Tout porte en effet à croire, vu la vacuité de nos débats tant européens que nationaux, que le « way out » décidé par les souverainistes britanniques ne suffira pas à susciter le « coming out » des fédéralistes européens dont nous aurions tellement besoin aujourd'hui !

Mais comme l'espoir fait vivre reprenons, soixante ans après le traité de Rome, notre ouvrage européen et, comme le philosophe, imaginons Sisyphe heureux...

Bruno VEVER,
délégué général d'Europe et Entreprises



L'Europe serait-elle une adolescente dans un corps d'adulte ?

François-Xavier BELLEST

L'Europe a soixante ans !

Pour tout un chacun ou chacune, c'est l'âge de la retraite qui se dessine ! Mais l'Europe n'a pas de genre, et n'est ni femme ni homme. Elle est une institution. À ce titre, nous pourrions quand même évoquer l'adolescence ! Exemples : les États-Unis ont passé le cap des soixante ans en 1836, la République française en 1852. Quant à l'Allemagne, elle fut impériale en 1871, constitutionnelle en 1949 mais réunifiée qu'en 1990, un bébé !

Comme pour des parents, l'adolescence est un âge difficile. Il en va de même pour les institutions... Troubles de la personnalité, crises, hésitations, difficultés à se positionner dans la société, heurts avec l'autorité, l'Europe n'échappe pas à ces problématiques !

Sa plus grande difficulté est certainement d'avoir voulu grandir trop vite. L'Europe serait-elle une adolescente dans un corps d'adulte ? Pas si sûr ! Certes, l'Europe s'est élargie à de nombreux autres territoires, aujourd'hui en paix ! Et je reprends ici une expression chère à l'Union européenne : « *Le passé troublé dont notre continent a fait la pénible expérience a donc laissé la place à une paix de sept décennies et à une Union comptant 500 millions de citoyens qui vivent libres et bénéficient de toutes les possibilités que leur offre l'une des économies les plus prospères de la planète.* ».

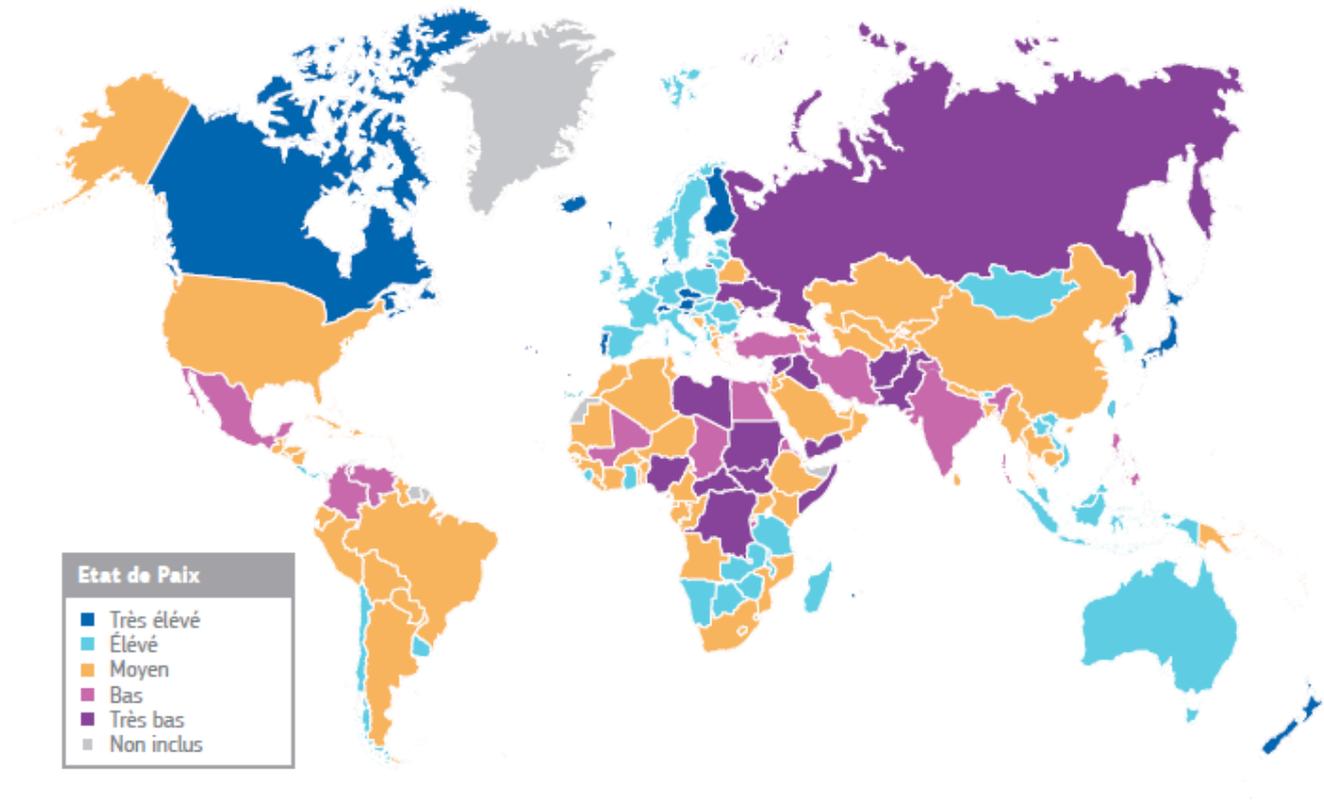
Aujourd'hui, l'Europe peine à s'émanciper, à s'affranchir ! Les raisons sont trop nombreuses et il serait difficile de les prendre ici une par une pour toutes les analyser.

Cependant, il y a des signes qui ne trompent pas. L'Europe semble au bord du suicide ! Au bord seulement, entendons-nous bien ! L'Europe émet ce signe avant-coureur pour qu'on endigue ce phénomène. En effet, tout dans la conjoncture mondiale du 21^{ème} siècle permet à « notre » Europe de s'ouvrir vers l'avenir.

Revenons en arrière... L'Europe s'est créée sur deux craintes : d'une part, sur celle des guerres (dont les deux dernières guerres mondiales qui se sont déroulées en grande partie sur son territoire), d'autre part, sur la crainte de l'ex-URSS. Aujourd'hui, à la tête des États-Unis, un président fantaisiste, inconstant, instable, lunatique. Donald Trump souhaite que son pays se replie sur lui-même (protectionnisme, immigration, nationalisme, etc.). Vladimir Poutine, quant à lui, est un président nostalgique des grandeurs (nous l'avons « vécu » avec l'annexion de la Crimée). Coincée entre ces

deux « puissances », l'Europe a tout à jouer et tout à gagner. C'est juste une question de volonté devant ces « renaissances » qui sont à l'origine de la création de l'Europe. L'Europe dispose de toutes les cartes en main pour se « renouveler », se réincarner, se réveiller !

25 des pays les plus pacifiques du monde



Source: Global Peace Index

La récente élection de Donald Trump peut-elle être un tremplin vers un avenir plus serein et surtout plus « positionnant » ? Qui plus est la folie des grandeurs du président russe, Vladimir Poutine, peut-elle faire émerger l'Europe d'un demi-sommeil ? La réponse est oui !

Le président Juncker avait annoncé dans son discours sur l'état de l'Union en 2016 la rédaction d'un « Livre Blanc sur l'avenir de l'Europe ». Publié le 1^{er} mars de cette année, il expose cinq scénarios, chacun offrant un aperçu possible de l'état de l'Union à l'horizon 2025 : Un : « *S'inscrire dans la continuité* » ; deux : « *Rien d'autre que le marché unique* » ; trois : « *Ceux qui veulent plus font plus* » ; quatre : « *Faire moins mais de manière plus efficace* » ; et cinq : « *Faire beaucoup plus ensemble* ». Ces scénarios couvrent un éventail de possibilités, ne sont pas exhaustifs et ne s'excluent pas mutuellement. Le 25 mars, le Livre Blanc a été présenté comme une feuille de route. Erreur ! Grossière erreur !



N'importe quel organisme, association, entreprise, institution, n'importe quel(le) dirigeant(e) ne brandirait pas devant une assemblée des scénarios au titre d'une feuille de route ! Non, cela n'a pas de sens. Une feuille de route, c'est une représentation simplifiée qui permet de communiquer une intention stratégique afin de mobiliser et de coordonner les efforts des parties prenantes. Mais où est donc cette intention stratégique ? Je la cherche encore. Et vous, l'avez-vous trouvée ? Si, c'est le cas, je suis preneur, et n'hésitez donc pas à m'écrire à l'adresse du courriel (dernière page de ladite Lettre).

La feuille de route de l'Union ne serait donc liée à aucune stratégie ! Oup's ! Comment atteindre alors un ou plusieurs objectifs ? Question : l'Europe a-t-elle des objectifs ?

À ce jour, l'Europe est dans un statu quo. Ce n'est pas tenable ! Elle se laisse aller entre différentes menaces : la tentation chez certains États membres de sortir de l'Union, les mouvements populistes, la fragilité de l'espace Schengen, la posture de Recep Tayyip Erdogan qui semble faire main basse sur la Turquie, mais également son imprévisibilité face aux enjeux mondiaux. Vu du citoyen européen, les dirigeants européens ne semblent pas préparés à ces événements.

Sur la gestion du Brexit, l'Europe a la volonté d'être ferme. Elle a l'intention de « solder les comptes ». C'est une première ! Avec le Brexit, l'Europe entre en terre inconnue. Le travail risque d'être long et fastidieux. Entre autres de négocier le contrat européen entre l'Europe et le Royaume-Uni : ce sont des milliers de traités et de conventions (au travers du Royaume-Uni et du Commonwealth) qu'il va falloir remettre en cause. Rappelons-le, l'Europe n'est qu'une adolescente ! Avant toute chose, le premier objectif pour l'Europe est de préserver l'unité des 27. Vaste chantier !

Sur les tentations extrémistes de certains États membres, l'Europe ne sait que faire, ne sait comment réagir ! Cependant, il faut aussi laisser le champ libre à l'expression des citoyens. Selon l'Eurobaromètre, 78% des Européens ne souhaitent pas la remise en cause de l'euro, alors même que tous les partis populistes prônent un retour aux monnaies nationales. Souvent la tentation est grande, mais devant le danger réel que représente un mouvement extrême le citoyen semble en mesure de se ressaisir. Ce qui a été le cas pour les Pays-Bas.

Sur la fragilité de l'espace Schengen et les murs qui se montent ici et là, l'Europe préparerait-elle son suicide démographique (tranche d'âge 20-64ans) ? L'Europe, plus encore que les États-Unis ou l'Asie, a le besoin d'une immigration massive. À l'horizon 2050, la population en Amérique du Nord va augmenter de 75 millions d'habitants ; en Amérique du Sud de 150 millions... L'Europe perdra près de 50 millions d'habitants (dont 11 millions pour la seule Allemagne), comme la Chine (195 millions), la Russie (22 millions) et le Japon (20 millions), tandis que l'Inde verra sa population augmenter de 400 millions. Le suicide démographique de la « vieille » Europe est annoncé, mais il est encore temps ! La prévision n'est pas nécessairement celle qui se réalise, mais celle qui conduit à l'action pour l'éviter...

Sur l'Europe et la Turquie, comme je le rappelais dans un précédent article, l'Union européenne peine à avoir un discours concis et clair. Nous l'avons encore vu récemment lorsque des représentants de Erdogan sont venus faire campagne électorale dans certains États membres, laissant à ceux-ci latitude d'autoriser ou non de tels rassemblements. Le citoyen européen ne comprend pas l'immobilité de l'Union devant cette escalade sur l'emprise de son propre territoire. Depuis une centaine d'années, la Turquie a connu trois constitutions, toutes issues de bouleversements sociaux et qui n'avaient rien de



À l'instar de 1957, quelques États membres devront prendre l'initiative d'ouvrir la fenêtre sur le futur, d'éviter l'explosion. En proposant une stratégie claire, des mesures audacieuses pour soutenir la croissance et accroître la solidarité entre les peuples, l'Europe peut se relever.

Cependant, avant les élections françaises et allemandes, rien ne pourra se faire.

Après c'est la grande interrogation ! Des deux côtés du Rhin, les prochains gouvernants auront une responsabilité historique. Quoi qu'il adienne, si la France ne se sent pas capable de prendre en main le redressement de l'Europe, l'Allemagne le pourra et inversement, mais pas chacun isolément. Si aucun des deux pays ne le peut, soit d'autres se sentiront d'attaque pour prendre la relève du « couple franco-allemand », soit l'Europe sombrera !

Devant toutes ces fragilités, l'Europe reste une adolescente, et ce n'est pas devant les figures aussi fantasques et hors normes de Donald Trump et de Vladimir Poutine qu'elle fera le poids. Sauf à parier sur une improbable réédition de David contre Goliath, la plus grande prudence serait d'accompagner l'adolescente vers sa maturité...

François-Xavier BELLEST,
Sémiologue, administrateur d'Europe et Entreprises



Activités d'Europe et Entreprises

Appel d'Europe et Entreprises (janvier 2017) pour le Sommet européen de Rome en mars 2017

Europe et Entreprises a envoyé en janvier 2017 une lettre précisant ses priorités en vue du Sommet de Rome : cette lettre a été adressée aux principaux dirigeants européens (notamment Donald Tusk, Antonio Tajani, Jean-Claude Juncker, Angela Merkel et les autres dirigeants des six pays fondateurs) et nationaux (cf. outre François Hollande, les principaux dirigeants du parlement et du gouvernement), ainsi qu'aux principales associations européennes et nationales. Elle a reçu un bon accueil, tant de l'Élysée, de Matignon et d'autres responsables politiques français que de dirigeants européens dont Jean-Claude Juncker et Frederica Mogherini qui l'ont rediffusée à tous leurs collègues de la Commission.

Europe et Entreprises a communiqué parallèlement à la presse européenne et diffusé sur internet un appel public, ci-après, listant, à l'instar des lettres, nos priorités pour le sommet de Rome : cet appel a été très bien repris sur internet puisqu'il figurait ces dernières semaines en tête des positions référencées par Google sur la préparation du sommet de Rome ; mais plutôt que s'en réjouir, ne faut-il pas déplorer par contraste l'absence de communication publique et de pression visible, en un moment si critique, des principales associations économiques et sociales européennes et nationales ?

« Au moment où les dirigeants européens s'interrogent sur notre avenir en vue du sommet de Rome qui marquera en mars le soixantième anniversaire du traité, les entrepreneurs européens attendent une relance à la mesure de l'urgence à redéfinir un cap, ranimer la confiance, réinventer notre compétitivité, rénover nos technologies, recréer des emplois et retrouver une souveraineté européenne face au défi croissant des mutations mondiales.

Le référendum de sécession des Britanniques, en dépit des compromis au rabais conclus il y a un an avec David Cameron, nous paraît sanctionner moins des excès de pouvoir de l'Union européenne que ses faiblesses et ses incohérences face aux défis de la mondialisation. Au stade actuel de la crise,



l'immobilisme voire les renoncements qui ont trop marqué la situation européenne depuis une dizaine d'années ne sauraient perdurer.

Le point faible de l'Europe, après comme avant ce référendum, est de n'avoir pas su offrir à ses entreprises et ses citoyens une stratégie mobilisatrice : celle qu'on intitula « Europe 2020 » n'aura ainsi tiré aucune leçon de l'échec de la précédente de Lisbonne 2000-2010, s'illusionnant sur les capacités d'une émulation mutuelle à pallier l'absence de fil conducteur fédérateur et satisfaire aux exigences sous-estimées d'une union économique et monétaire.

La priorité stratégique qui s'impose aujourd'hui est d'achever cette union économique et monétaire, à l'instar de l'objectif qui fut fixé il y a trente ans, avec l'appui des entrepreneurs et un vrai succès, pour achever le marché unique. Car si l'euro tient bon et nous protège face aux épreuves, sa durabilité impose des chantiers devenus pressants : parfaire l'union bancaire à mi-parcours, développer une union financière dotée d'un trésor européen, amorcer un serpent fiscal encadrant les mouvements de capitaux, assurer un socle social équitable de chances et de droits. La Commission européenne devra pour sa part renforcer résolument son contrôle de la concurrence à l'appui d'un tel encadrement fiscal et social.

Réussir pareils chantiers impliquera une gouvernance économique unifiée à l'échelle du rôle fédéral de la Banque centrale européenne, avec des capacités budgétaires communes et un contrôle parlementaire adéquat. Cette UEM plus démocratique et plus participative devra aussi optimiser les libertés des entrepreneurs et autres acteurs de la société civile qui attendent encore des statuts européens opérationnels pour leurs entreprises et associations.

L'aggravation des inconnues et des tensions internationales dicte d'elle-même une autre priorité européenne d'égale urgence : une politique extérieure et de sécurité commune méritant enfin ce nom pour assurer, parallèlement à l'achèvement de l'union économique et monétaire, une reconquête collective, tant politique et sécuritaire qu'économique et financière, de nos souverainetés d'Européens face à la mondialisation.

Un tel objectif supposera, là aussi, un programme très ambitieux et tout aussi pressant, avec d'une part une rationalisation des réseaux diplomatiques et consulaires au service de nos intérêts communs, et d'autre part une politique de défense et de sécurité unifiée, dotée de moyens communs d'intervention, y compris extérieure, de programmes technologiques intégrés, de marchés publics mutuellement ouverts, d'une agence européenne de renseignement, de dispositifs européens unifiés de douanes et



gardes-frontières, de protection civile et de lutte contre le terrorisme, la criminalité, la corruption et les fraudes.

Des priorités aussi exigeantes impliqueront des ruptures d'anciens comportements à la hauteur des nouveaux enjeux. On peut donc douter qu'elles puissent être engagées du même pas par tous les Etats membres, même du cercle plus restreint de l'UEM. C'est pourquoi elles ne pourront sans doute pas l'être sans un premier pas décisif d'une avant-garde, à l'instar de celui inauguré il y a soixante ans par les fondateurs du traité de Rome.

Rien ne paraîtra ainsi possible sans que ces pays fondateurs, au premier rang desquels la France et l'Allemagne, s'unissent à nouveau pour prendre un engagement ferme et opérationnel, en conviant les autres à s'y joindre : achever l'union économique et monétaire tout en assurant une politique extérieure et de sécurité unifiée, ce qui impliquera, en fonction des situations de chacun, d'accélérer des réformes structurelles conditionnant de nouveaux progrès de l'union économique et monétaire, comme de consentir à de nouveaux engagements budgétaires conditionnant une politique autonome de défense européenne.

Une telle relance, visant à reconquérir ensemble une souveraineté européenne au service de nos intérêts communs, impliquera un effort conjoint et inédit d'explication des nouvelles réalités mondiales et des nouvelles exigences européennes auprès de tous les citoyens. »



**Lettre d'Europe et Entreprises (envoyée en février 2017)
aux candidats à la présidence de la République a priori positifs sur l'Europe**

Europe et Entreprises a adressé le 9 février 2017 une lettre aux principaux candidats à la présidence de la République a priori positifs sur l'Europe (cf. François Fillon, Emmanuel Macron, Benoît Hamon), en précisant nos attentes en ce domaine, avec rappel en annexe des priorités toujours d'actualité présentées par Europe et Entreprises ces dernières années, tout en soulignant combien le mur d'immobilisme auquel elles se sont heurtées est responsable des déconvenues actuelles ! Les réponses reçues de ces candidats se sont voulu encourageantes sur leur volonté de participer à la relance européenne, même si les priorités des uns et des autres demeurent, comme leur campagne l'indique clairement, diversifiées sur les voies et moyens qu'ils veulent privilégier.

« Monsieur le Candidat à la Présidence de la République, vous présentez au vote des Français votre candidature à leur présidence au moment où une crise inédite ébranle la construction européenne, menaçant soixante années d'acquis communautaire et compromettant l'avenir, à commencer par celui des Français eux-mêmes.

Huit mois après le référendum de sécession des Britanniques, aucun plan crédible ne paraît en vue pour relancer l'Europe malgré l'urgence des priorités, telles que soulignées dans l'appel ci-joint d'Europe et Entreprises au sommet européen de Rome de mars prochain. Ces priorités, Europe et Entreprises n'aura cessé de les développer et les relayer tout au long des dernières années, avec des revendications qui restent aujourd'hui d'une parfaite actualité dans la mesure où elles se sont heurtées jusqu'à présent à un parfait immobilisme.

L'Europe apparaît aujourd'hui impopulaire, et ceci renforce encore la tiédeur et le renoncement des responsables politiques à son endroit. Nous sommes pourtant persuadés que la vraie cible des critiques de l'opinion n'est pas l'Europe mais cette « non-Europe » si décevante, si incohérente, si inefficace, fruit avorté d'une décennie d'immobilisme coupable.

Aujourd'hui, seul un renouvellement majeur permettra à l'Europe comme à la France d'éviter les scénarios les plus sombres voire les plus dramatiques. Comme Candidat à la Présidence de la République, vous êtes en situation de porter cette espérance, comme d'apporter au débat et contribuer



à faire aboutir les revendications ci-jointes laissées depuis trop longtemps sans réponse, avec les multiples effets négatifs que nous subissons aujourd'hui.

C'est bien dans cet espoir et dans cette attente que nous vous prions d'agréer (etc.).... »

Etaient jointes à la lettre, les annexes suivantes : 1, Appel d'Europe et Entreprises pour le sommet européen de Rome en mars 2017 ; 2, Redonnons un sens à l'Europe : pour une union économique renforcée d'ici à 2020 - appel pour les élections européennes de mai 2014 ; 3, Plus d'Europe pour moins de dettes : appel à un «new deal» européen (novembre 2012) ; 4, Pour un eurofédéralisme opérationnel : appel à l'audace pour sauver l'euro ! (janvier 2012) ; 5, Osons l'union économique pour sauvegarder l'union monétaire : pour un plan d'action 2011-2019 (janvier 2011) et 6, Ranimer l'élan communautaire : sept handicaps persistants pour les euro-entrepreneurs sept priorités d'actions pour les années 2010 (janvier 2010).



Assemblée générale d'Europe et Entreprises (mars 2017)

Europe et Entreprises a réuni le 27 mars 2017 son Assemblée Générale. A cette occasion, le Conseil d'administration et le bureau ont été renouvelés jusqu'en 2019 : François-Xavier Bellest, Dominique Bobillon (trésorier), Yvon Breton, Patrice Christel, Xavier Grosclaude, Nathalie Lasnier, Philippe Laurette (Président), Sophie Marie, Magdalena Martin (vice Présidente), Michel Meunier (vice Président), David Riboh (secrétaire général), Markus Schmidt (vice Président). Délégué général : Bruno Vever.

Le rapport d'activités approuvé en AG et le débat qui a suivi se sont particulièrement préoccupés de l'extension de la crise européenne face à laquelle les contre-feux demeurent peu efficaces et les projets de relance bien évanescents, malgré les propositions concrètes d'Europe et Entreprises, à l'instar d'autres associations militantes, pour y contribuer. Relevons au titre de cette dégradation générale :

. le lent démarrage de la procédure du Brexit, désormais autorisée par le Parlement de Westminster et officiellement engagée auprès de Bruxelles par Theresa May, malgré l'avis contraire du Parlement écossais comme les réticences en Irlande du Nord ; la négociation s'annonce longue et complexe au cours des deux prochaines années, et la présence durable de sortants au sein des différentes institutions européennes ambiguë et malsaine, sans parler du risque croissant d'autres tensions sécessionnistes, autant d'ailleurs au sein même du Royaume-Uni, voire d'autres Etats membres, que de l'UE ;

. les difficultés ravivées de gestion du présent et de préparation de l'avenir entre les vingt-sept qui, après s'être retrouvés à Bratislava en septembre puis La Valette en février, ont commémoré à Rome le 25 mars leur traité fondateur de 1957 et tenté de resserrer leur cohésion (avec une réunion préparatoire le 6 mars à Versailles à l'invitation de François Hollande avec l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, soulignant les besoins d'avancées plus rapides et plus engagées de ceux qui veulent et qui peuvent, approche retenue dans la Déclaration de Rome des 27 par delà les exigences réaffirmées de cohésion et d'unité) ; les 27 n'en demeurent pas moins aujourd'hui aux prises avec le renforcement de courants eurosceptiques qui, tant à l'Est avec notamment la Pologne et la Hongrie, tendent à se



renforcer aussi à l'Ouest lors d'élections récentes ou prochaines (cf. Pays-Bas, France, Autriche et même Allemagne) ;

. la prise de fonctions au début de l'année de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis, avec ses positions toujours aussi désobligeantes et intempestives à l'encontre de l'Union européenne, malgré les tentatives de son entourage diplomatique et de son vice-président pour en relativiser la teneur et la portée ;

. l'absence ou le travestissement de l'enjeu européen, notamment par Marine Le Pen et beaucoup d'autres, dans la cacophonie sans précédent de notre campagne présidentielle, par-delà les trop rares contre-feux assumés sur ce terrain, principalement par Emmanuel Macron comme, de façon plus intergouvernementale, François Fillon, et, de façon plus alternative, Benoît Hamon ;

. l'annonce à mi-parcours par Jean-Claude Juncker qu'il ne sollicitera pas une reconduction de son mandat quinquennal, alors même qu'il étrennait en novembre 2014 sa présidence de la Commission en qualifiant celle-ci de « dernière chance » : le rapprochement des deux déclarations en dit long sur l'évolution de la crise en Europe comme sur l'état d'esprit de ses dirigeants actuels. Il faudra attendre en toute hypothèse son discours en septembre sur l'état d'Union pour connaître les propositions de relance avancées par la Commission européenne, celle-ci s'étant limitée à ce stade à un simple état des lieux des différentes options possibles, sans s'engager encore sur les siennes.

EUROPE & ENTREPRISES

Association loi 1901
Maison de l'Europe de Paris
35 rue des Francs-Bourgeois
75004 Paris

www.europe-entreprises.com

Président, Directeur de la Publication :

Philippe Laurette

Rédaction : entreprise_europeenne@yahoo.fr

Rédacteur en chef : François-Xavier Bellest

Pour recevoir un dossier sur Europe & Entreprises, contactez le secrétariat de l'association en envoyant votre carte de visite au siège de l'association ou en envoyant un mail à : entreprise_europeenne@yahoo.fr

Éditorialiste : Bruno Vever

Production : Europe & Entreprises

Numéro ISSN : 1638-6094

Europe & Entreprises est un lieu de rencontre, d'information et de débats sans tabous sur l'Europe.



EUROPE & ENTREPRISES
Association for euro-entrepreneurs

Lettres d'Europe et Entreprises – Avril 2017 – n°77